



Première salariée  
d'Etika, l'initiative pour  
le crédit alternatif,  
Laure Belin continue  
à s'engager bénévolement  
dans ce domaine.  
Si elle travaille  
aujourd'hui comme  
directrice générale chez  
Médecins sans frontières,  
elle est membre du  
CA d'Etika en tant  
que trésorière.

(Photo: Raymond Klein)

LAURE BELIN

## "Changer les choses passe par tout un chacun."

Etika organise actuellement une série de conférences afin de sensibiliser le public aux idées de la finance éthique. Le woxx a interrogé un membre du CA sur la situation de l'épargne alternative au Luxembourg et sur les contradictions entre engagement éthique et logique financière.

**woxx: Combien de millions? Quelle somme Etika gère-t-elle aujourd'hui?**

**Laure Belin:** Dix millions et demi d'euros sur 469 comptes d'épargne au 31 décembre 2003.

**Ce n'est pas beaucoup ...**

Cela dépend de la façon dont on regarde les choses. Par rapport à ce qui se passe dans d'autres pays européens, le nombre de comptes, comparé au nombre d'habitants, n'est pas si faible que ça. Il est vrai que depuis quelques années nous constatons une certaine stagnation au niveau du nombre de comptes ouverts. Or ce nombre est aussi important que le volume total de l'épargne, parce qu'il montre que l'idée du financement éthique est soutenue par les citoyens.

**Combien d'argent faut-il pour ouvrir un compte alternatif?**

Pas beaucoup: le dépôt minimum est de 600 euros. C'est accessible à la plupart des épargnants. Et si le rendement n'est pas très élevé, celui-ci est garanti ainsi que le capital, ce qui n'est pas le cas de la plupart des placements boursiers. Vu toutes les crises financières qu'il y a eu et les incertitudes qui demeurent, les gens devraient être plus sensibles à cet argument-

là. De plus, les épargnants alternatifs savent ce que la banque fait avec leur argent, que cet argent a un impact positif sur le plan social, sur le plan écologique, sur le plan culturel et au niveau de l'aide internationale.

**Etika ne fait pas que gérer l'épargne ...**

C'est une asbl qui a pour objectif de promouvoir la réflexion sur tout ce qui touche au financement éthique et solidaire et de créer des produits de financements alternatifs. Dès sa création en 1997, Etika, qui à l'époque s'appelait Alterfinanz, a proposé le compte Epargne alternative en collaboration avec la BCEE, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat.

**Pourquoi la BCEE? S'agit-il d'une banque particulièrement "morale"?**

On s'était adressé à toutes les banques disposant d'un réseau d'agences de la place, mais seule la BCEE, unique banque publique parmi celles que nous avons sollicitées, s'était montrée intéressée. C'est peut-être en cela qu'elle a été plus "morale" que les autres. Nous avons aussi envisagé de créer notre propre banque alternative, comme la banque Triodos en Belgique. Mais les contraintes légales, le risque financier et les moyens humains à mettre en œuvre étaient trop importants.

**Comment fonctionne le compte Epargne alternative?**

Les fonds déposés sur les comptes Epargne alternative financent des projets dans les domaines écologique, social,

culturel ou de solidarité internationale par le biais de crédits. Sur la base du principe de la solidarité, les épargnants touchent un peu moins d'intérêts, et ce différentiel est appliqué au bénéfice des preneurs de crédits. Actuellement les taux d'intérêt sont très bas, ce qui fait que notre différentiel est modeste: 0,25 pour cent, alors qu'il était de 1,5 pour cent en 1997. Actuellement les crédits les plus importants en volume vont aux constructions d'éoliennes.

**Qui choisit les projets?**

Il y a un comité de crédits, composé de bénévoles représentatifs du secteur associatif (réparti équitablement entre le secteur écologique, social et de l'aide internationale), qui étudie les demandes en fonction de nos critères éthiques. Ces critères sont des critères d'inclusion ou positifs (au contrario des critères d'exclusion) qui encouragent les projets respectant les droits de l'homme au sens large (notamment les droits politiques, le droit au travail, au logement, à la formation, à l'expression culturelle, à la famille, à l'intégrité physique, etc) et le développement durable. Le service crédits de la BCEE traite également la demande en parallèle et étudie la viabilité économique du projet. Il faut donc l'accord des 2 interlocu-

teurs pour qu'un projet soit financé via le Compte Epargne Alternative.

**Est-ce que des projets sont refusés?**

Oui, cela peut arriver. Il faut que les projets proposent une plus-value écologique ou sociale. On considère aussi la qualité du demandeur. Cela a pu donner lieu à des discussions de principe: à quelle condition une installation de récupération de biogaz agricole mérite-t-elle d'être soutenue? Nous avons alors défini des critères supplémentaires, comme de limiter l'épandage de nitrates et de n'autoriser un tel crédit qu'exclusivement à une exploitation agricole s'engageant à respecter scrupuleusement les normes de l'agriculture biologique. Vraiment, je crois que nous sommes très exigeants.

**Ce que vous proposez n'est pas le seul outil de financement alternatif possible.**

En effet, l'éventail est large. A l'étranger il existe d'autres mécanismes aussi variés que la prise de participation dans des sociétés de crédit de proximité ou le Fonds communs de placement écologique, et qui n'impliquent pas nécessairement que l'épargnant renonce à un pourcentage de ses revenus. La banque Triodos par exemple est l'institution de financement éthique par ex-

cellence: vous y placez votre argent au taux du marché et on vous garantit qu'avec cet argent on soutient des projets d'un certain type. Si de plus vous souhaitez renoncer à une partie de vos intérêts, cet argent est utilisé pour financer des projets qui ont besoin d'un coup de pouce financier.

La finance éthique n'implique pas nécessairement qu'on renonce à quelque chose. Il y a aussi les fonds de placement éthiques. L'argent qu'on investit par exemple dans un fonds dédié aux énergies renouvelables, c'est de l'épargne éthique parce que cela favorise le développement durable. Ce n'est pas pour autant que c'est un placement peu rentable, bien au contraire.

**Spéculer sur l'essor des énergies renouvelables, qu'est-ce que cela peut avoir d'éthique?**

Ce que je veux dire, c'est que rentabilité et éthique ne s'excluent pas. Les réflexions autour de la responsabilité sociale des entreprises, autour des indices de développement durable vont dans ce sens. Une entreprise qui prend en compte les dimensions sociales et écologiques, sur le long terme, peut avoir de meilleurs résultats.

Ce sont les citoyens qui influencent les règles. S'ils décident d'acheter du bio, on produira du bio. Quand les comportements des consommateurs changent, ceux des entreprises changent aussi. Si des associations comme Etika arrivent à convaincre les gens que c'est dans leur intérêt et celui de leurs enfants d'investir leur argent d'une certaine façon, les banques vont suivre. Si les banques créent de plus en plus de fonds éthiques, composés de valeurs répondant à des critères de développement durable et autres, c'est parce qu'il y a une demande.

**Et de tels fonds, y en a-t-il au Luxembourg?**

De nombreux fonds éthiques sont domiciliés au Grand-Duché, mais aucun n'y est distribué à ma connaissance. Etika est en train de faire le point sur cette question. D'ailleurs je connais pas mal de personnes intéressées par l'idée d'épargne éthique qui ont souscrit à de tels fonds à l'étranger.

**Est-ce que la finance éthique peut vraiment changer les choses?**

Est-ce que le commerce équitable, lancé depuis la fin des années cinquante, a modifié profondément les règles du commerce international? La réponse est évidemment non. Mais il a permis de faire la lumière sur des mécanismes qui n'étaient pas médiatisés et qui expliquent un tel différentiel de prix: subvention des agricultures des pays du nord, ouverture forcée des marchés agricoles imposés par les plans d'ajustements structurels du FMI, négociations tronquées à l'OMC favorisant systématiquement les agricultures du Nord. Surtout, le commerce équitable a permis à des producteurs des pays du Sud de vivre décemment de leur production. Bien sur, ils ne sont pas assez nom-

breux, mais ces structures ont le mérite d'exister ici et maintenant.

La finance équitable ou autrement dit la détermination du "juste prix de l'argent" est dans cette même philosophie, et les premières expériences ne datent que de trente ans ... Si les investisseurs commencent à demander des comptes éthiques aux sociétés, celles-ci réagissent. Ces idées gagnent du terrain, voyez l'essor du mouvement altermondialiste.

**Justement, Attac propose 13 pistes "pour ramener les marchés financiers au service du développement humain". On y cherche en vain la finance alternative.**

Il faudrait leur en parler ... Le débat est ouvert, y compris dans le mouvement altermondialiste. Pour moi, changer les choses, ça passe par tout un chacun.

**Mais dans le cas de la finance, est-ce que les quelques fonds éthiques ne risquent pas de servir de façade?**

Je ne crois pas. Certes, on oeuvre à l'intérieur du système. Mais tous ces fonds qui se créent, les agences de rating éthique, ça indique que des changements sont en cours. Et puis, que faire d'autre sinon convaincre de plus en plus de consommateurs et d'épargnants? C'est des comportements individuels que le changement doit venir.

**La plupart des fonds soi-disant éthiques sont très contestés: on leur reproche d'avoir des critères trop laxistes, d'inclure des valeurs de sociétés telles que Danone et Total.**

C'est vrai. Aux Etats-Unis, où la finance éthique détient une grande part de marché, il s'agit souvent de fonds se basant uniquement sur des critères d'exclusion qui s'engagent juste à ne pas investir dans l'industrie du tabac par exemple. Est-ce que ça mérite l'appellation d'éthique? Il y a différents degrés d'engagement dans ce domaine-là.

Il faut de toute façon rester vigilant et ne pas oublier que nombre de fonds éthiques servent souvent d'outil marketing à des institutions financières qui cherchent à redorer leur blason après les scandales financiers dont elles ont été les acteurs ou les complices.

Mais tout cela est nouveau. Il n'y a pas encore de label international de la finance éthique. On peut espérer qu'un jour il y aura plus de transparence, qu'on pourra trier le bon grain de l'ivraie. Là aussi, Etika aurait vocation à aider les épargnants à se retrouver parmi les fonds proposés.

Interview: Raymond Klein

Prochain évènement: "Quelle place pour l'action politique dans la promotion des finances éthiques et solidaires?", table ronde avec les partis politiques, le 10 mars. Détails: [www.etika.lu](http://www.etika.lu)